

Ensemble, soutenons la filière automobile en Ille-et-Vilaine

Appel à l'attention du Président de la République

La France a toujours su faire de son industrie le vecteur d'avancées technologiques majeures. L'industrie automobile en est le meilleur exemple. Malgré une actualité préoccupante, il n'est pas envisageable d'y renoncer. Nous en appelons à la responsabilité de tous les acteurs politiques, économiques et sociaux du pays.

Une réalité industrielle alarmante

En juillet dernier, le groupe PSA annonçait la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois ainsi que des milliers de licenciements dans ses différentes usines et centres d'études ; notamment **la suppression de 1 400 emplois sur le site de la Janais à Chartres de Bretagne**, près de Rennes. Jusqu'à la grande crise de 2008, l'usine de Chartres de Bretagne était encore jugée des plus performantes. Cette excellente réputation, fondée sur la qualité de l'outil de production et le savoir-faire reconnu des salariés, n'a pas empêché à l'établissement de perdre plus de 6 000 emplois entre 2006 et 2013.

A terme, **ce nouveau plan de restructuration condamne toute la filière automobile d'Ille-et-Vilaine** et, à travers elle, des pans entiers de l'économie locale et bretonne. Dans le département, tous les ouvriers de la sous-traitance endurent également cette situation, indépendamment de leur volonté. Citons entre autres Bretagne Ateliers, Cooper Standard, Faurecia, Delphi Automotive Systeme, Lear... ainsi que tous les prestataires de service.

Une entreprise sous perfusion

Chaque jour, nous sommes confrontés à l'incertitude et au désespoir de ces salariés désorientés quant à leur avenir et à celui de leur famille.

Faut-il rappeler qu'aujourd'hui de nombreux établissements ne perdurent qu'au moyen d'apports de fonds publics qui viennent soit directement de l'Etat et des collectivités territoriales, soit de l'assurance-chômage ? Ainsi, depuis septembre 2012, le Gouvernement assure en partie le maintien à flot du groupe automobile PSA. En ce qui concerne l'usine de la Janais, ce sont 1,7 million d'euros que l'Etat verse chaque mois, soit près de 10 millions d'euros par semestre, pour garantir la rémunération des salariés contraints à rester chez eux, faute de marché et, par conséquent de fabrication pour les modèles 508 et C5...

Appel à un soutien au plus haut niveau

En ces heures des plus critiques pour l'économie, **les constructeurs doivent considérer les collectivités et l'Etat comme des partenaires qui soutiennent activement la pérennité de la filière.** Depuis une décennie, ce sont des milliards d'euros publics qui ont été consacrés aux financements des instituts de transferts de technologies, aux pôles de compétitivité, aux projets des associations de l'industrie automobile et bien d'autres instances qui concourent toutes à la formation, à consolider notre capacité d'innovation, ainsi qu'à développer des savoir-faire d'exception en France.

Nous ne pouvons plus nous contenter de déclarations du Groupe PSA qui malheureusement ne lèvent d'aucune façon les incertitudes, en particulier concernant l'avenir du site de Chartres de Bretagne. Nous en appelons donc à un engagement au plus haut niveau. Concrètement, **l'Etat doit jouer son rôle de «stratège»** en vue de peser de tout son poids sur les orientations des projets de construction automobile française. **C'est un enjeu de survie pour tous les établissements concernés par cette industrie qui emploie des centaines de milliers de salariés en France : ouvriers, techniciens et ingénieurs.**

Mobilisons-nous pour le maintien de notre industrie

La politique de filière que nous préconisons doit s'inscrire dans un **Plan automobile d'avenir**, doté de véritables moyens d'actions à terme. L'enjeu, c'est de répondre à la demande de mobilité dont l'automobile «repensée» restera encore pour longtemps le pivot incontournable. Tous les acteurs locaux sont prêts à apporter conjointement leur contribution active pour une industrie du futur, restaurée et capable d'investir dans des projets porteurs d'emplois, plutôt que de subir la précarité qui coûtera autrement plus cher à la collectivité nationale.

Elus, salariés, sous-traitants et toute la population appelle l'Etat à agir très vite pour une véritable politique de redressement productif !

Ensemble, nous réclamons une politique ambitieuse de projets et d'investissements technologiques, élaborée de manière collaborative, pour regagner en performance. Il en va de l'avenir de nos territoires pour lesquels les alternatives économiques et sociales sont aujourd'hui inexistantes.

Ensemble, soutenons la filière automobile en Ille-et-Vilaine

Appel à l'attention du Président de la République

Mobilisation citoyenne autour de la filière automobile ! Signez l'appel au Président de la République

Nous demandons au Président de la République de recevoir en urgence une délégation composée d'élus et de représentants des salariés de toute la filière pour engager enfin cette politique dédiée à l'avenir de nos territoires.

Mobilisons-nous :

- Pour le redéploiement de la filière automobile en Ille-et-Vilaine,
- Pour soutenir l'emploi dans nos bassins de vie,
- Pour solliciter une réponse adaptée de l'Etat.

La situation est des plus catastrophiques pour notre industrie automobile d'Ille-et-Vilaine, mais également nationale : fermeture d'usines, licenciements à grande échelle, délocalisations dans des pays à bas coûts sociaux, chômage partiel...

En contrepartie des millions d'euros qui financent les journées de chômage, PSA doit impérativement annoncer le plan de relance de la production, et notamment le modèle qui remplacera la C5. Il s'impose que de tels engagements soient établis et validés avant mi-juillet 2013.

Une délégation composée d'élus et de représentants des salariés de toute la filière demande à être reçue en urgence par le Président de la République.

*Appel à l'initiative du Conseil Municipal de Chartres de Bretagne (site de PSA La Janais),
sur proposition du Maire, Philippe Bonnin, Conseiller Général du canton de Bruz,
Vice-Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine en charge de l'économie, de l'emploi et de la recherche,
avec l'appui du comité de soutien aux salariés de La Janais.*

Signez aussi cette pétition sur AVAAZ

http://www.avaaz.org/fr/petition/Mobilisezvous_pour_la_relance_de_la_filiere_automobile_2
et mobilisez vos contacts !

Premiers signataires : Jean-Louis Tourenne, Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine
Marie-Anne Chapdelaine, Députée de la 1^{ère} circonscription d'Ille-et-Vilaine